

« Les égoïsmes nationaux, ce n'est pas du déficit démocratique »

INSTITUTIONS L'euroscepticisme se nourrit de la complexité du fonctionnement de l'UE

- L'UE est accusée d'être obscure, peu démocratique.
- La gestion de la crise de l'euro a amplifié cette critique, pas toujours à juste titre.
- Décodage avec Yves Bertoncini, directeur de l'institut « Notre Europe ».

ENTRETIEN

Le fonctionnement de l'Union européenne est complexe, peu « lisible » par ses citoyens, lesquels ont le sentiment de ne pas avoir d'influence sur les décisions européennes. Cible favorite : la « bureaucratie bruxelloise », c'est-à-dire la Commission européenne, dont les fonctionnaires réglementeraient obsessionnellement l'Europe. Ces critiques, souvent excessives, reflètent une problématique réelle appelée le « déficit démocratique ». La montée de l'euroscepticisme et des partis populistes en sont l'un des effets.

Le faible taux de participation aux élections européennes en est un autre. Paradoxe : ce taux a baissé au fil des dernières élections, alors que les pouvoirs du Parlement européen, seule institution directement élue et donc pleinement légitime, ont été renforcés. La crise de l'euro – une crise des dettes publiques – et la façon dont elle a été gérée ont amplifié les critiques sur le déficit démocratique. Yves Bertoncini, directeur de l'institut « Notre Europe », a étudié les problèmes de légitimité démocratique révélés par la crise des dettes, et les nouveautés introduites en matière de gouvernance économique de l'Eurozone.

Avec la critique de la gestion de la crise par les 28, ces élections-ci ne sont-elles pas les premières qui donnent lieu à un véritable débat européen ?
Je suis assez d'accord. On a ramené eu autant de thèmes européens à un tel degré d'intensité. On vote aussi pour ou contre les gouvernements, comme ce sera le cas en France, et cela va continuer. Mais le pourcentage de débat européen sera plus grand que d'habitu-

tude, et il portera sur plusieurs sujets. Il y a « l'Europe-FMI » qui fait débat dans tous les pays, mais pas pour les mêmes raisons : au Portugal, comme dans les autres pays sous assistance, c'est sur la question de « trop de sévérité ». Ailleurs, comme en Allemagne, c'est sur le « trop de solidarité ». Il y a aussi la libre circulation des personnes et, à la lumière de la crise ukrainienne, les sujets internationaux.



L'innovation des candidats à la présidence de la Commission, désignés par les familles politiques, renforce-t-elle l'intérêt et l'enjeu de l'élection ?

Oui, car on a maintenant mis des visages sur des clivages. Auparavant, les visages incarnaient des pays : Di Rupo pour la Belgique, Hollande pour la France... Maintenant il y a aussi des visages qui incarnent des politiques. Cela peut aider à rendre le débat un peu plus partisan. Mais il peut y avoir un autre effet, de déception celui-là : il n'est pas garanti que Juncker ou Schulz deviennent présidents de la Commission. Il ne faudra dès lors pas trop le promettre aux citoyens...

La gouvernance de la zone euro a donné lieu depuis la crise à un flot de critiques sur le déficit de légitimité démocratique. Vous avez écrit que c'est un débat en trompe-l'œil...

On a dit par exemple que la Banque centrale européenne (BCE) a agi de façon non démocratique. Mais elle a plutôt été efficace. Au Conseil européen, c'est tout l'inverse : les chefs d'Etat et de gouvernement doivent y faire de compromis. La majorité des Allemands ne voulait pas la même chose que la majorité des Grecs... Mais on ne peut pas dire que les chefs d'Etat ont décidé « trop peu trop tard », comme on l'a répété. Il y avait un clivage entre les peuples, représentés par des dirigeants défendant la volonté de ces peuples. Le Premier ministre slovaque a démissionné parce que ses électeurs ne voulaient pas venir en aide aux



Les bâtiments du Parlement européen, à Bruxelles : « Si un jour on doit refaire du sauvetage, il faut sortir le FMI et opérer sous le contrôle du Parlement européen », plaide Yves Bertoncini (en médaillon). © PIERRE-YVES THIENPONT ET D.R.

Grecs ! Or les traités européens indiquent que l'Europe est fondée sur la légitimité des citoyens et sur celle des Etats. Il y a des égoïsmes nationaux, mais pas une absence de légitimité démocratique.

La crise de l'euro n'a-t-elle pas radicalisé le débat sur le déficit démocratique, mais aussi créé de nouveaux problèmes, dus à la mise en place de nouveaux mécanismes ou dirigeants ?

Absolument. La troïka (les experts de la BCE, de la Commission européenne et du FMI qui contrôlent les pays sous assistance, NDLR) en est un bon exemple : il y a eu confusion de responsabilités car il y a plusieurs acteurs. Pareil pour l'Eurogroupe (les ministres des Finances de la zone euro), dont l'opacité de la décision sur le sauvetage de Chypre a été un autre exemple. Je défends l'Eurogroupe quand il se réunit pour une réunion fermée le week-end pour éviter de décider sous l'œil des marchés. Mais une fois que c'est décidé, on ne sait pas qui assume la responsabilité. Le vrai problème de la gestion de la crise n'est pas démocratique. C'est un problème

entre Etats et Etats, et non entre citoyens et Etats. Quand le tandem Merkozy convoque le chef de gouvernement grec, c'est contraire au principe d'égalité entre Etats. On sait bien que les 28 ne sont pas de même taille, mais le principe est qu'il y a une égalité dans la prise de décision. Ce qui a choqué, c'est le traitement despotaque d'Etats par d'autres Etats. Mais les dirigeants qui ont agi de la sorte ont fait à peu près ce que leurs peuples voulaient.

Différentes propositions ont été formulées pour donner plus de clarté et de légitimité aux processus de décision. L'objectif est-il d'intégrer toutes ces innovations dans les structures existantes de l'UE ?

Oui, et on n'a plus l'excuse de la nécessité, qui a prévalu au plus fort de la crise. On a fait des choses par la méthode intergouvernementale (hors du cadre juridique de l'UE, NDLR), on a bricolé la troïka, où par manque d'expertise européenne en matière de sauvetages d'Etats on est allé chercher le FMI... Mais pour construire l'Union bancaire, alors qu'il n'y avait non plus ni

le temps ni les compétences, on a pris le temps de créer ces compétences à la Banque centrale européenne pour la supervision des banques. Si un jour on doit refaire du sauvetage, il faut sortir le FMI, et opérer sous le contrôle du Parlement européen. Le traité fiscal (qui a imposé les nouvelles règles budgétaires dans les législations nationales, NDLR) est un instrument intergouvernemental, mais il est prévu de tout incorporer au bout de 5 ans dans le cadre juridique de l'UE. Et le Parlement européen devrait se doter d'une sous-commission pour la zone euro.

Les coopérations renforcées, dont l'euro, n'entraînent-elles pas une multiplication d'instances parallèles qui diminuent la lisibilité de l'UE ?

On essaie de l'éviter. Pour la présidence des sommets de la zone euro, on a pris le président du Conseil européen qui existait déjà ; pour la future présidence permanente de l'Eurogroupe, on prendrait le commissaire aux Affaires financières et monétaires... Mais c'est vrai qu'il y a une complexité qui naît de « l'unité dans la diversité ». Ce n'est pas idéal pour la lisibilité mais à l'origine, c'est de la démocratie : on ne peut forcer tous les Etats à participer à tout. Ce qui importe, c'est le contrôle démocratique exercé par le Parlement européen : les citoyens veulent savoir qui contrôle, qui décide.

Ne faut-il pas revoir, en l'augmentant, le rôle des parlements nationaux, sinon dans la fonction législative, au moins dans celle du contrôle ?

Ils devraient d'abord contrôler plus fortement leurs gouvernements nationaux. Ensuite, il faut que le Parlement européen puisse contrôler tout ce qui se fait au niveau européen : ce n'est pas encore le cas. Enfin, il faut organiser des zones de rencontre entre le Parlement européen et les parlements nationaux pour animer le débat public. C'est mieux que les parlementaires débattent, plutôt que les chefs d'Etat. ■

Propos recueillis par JUREK KUCZKIEWICZ

sur lesoir.be

Retrouvez toute l'actualité des Vingt-Huit sous la rubrique « Union européenne » : www.lesoir.be/union-europeenne

TROIS EXEMPLES CONCRETS DE « DÉRIVES DÉMOCRATIQUES »



Les « ayatollahs de l'austérité »

Lorsqu'en 2008 il a fallu sauver en catastrophe l'Irlande du défaut de paiement, l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international ont délégué dans ce pays des fonctionnaires chargés de négocier avec les autorités les conditions d'attribution de l'aide financière. Le même type de groupe, baptisé troïka, a été ensuite constitué pour les autres pays à sauver de la déroute (Grèce, Portugal, Chypre). Surnommés « les hommes en noir » ou « les ayatollahs de l'austérité », ces fonctionnaires se sont retrouvés dotés dans les faits d'un pouvoir considérable sur les gouvernements en question. Un pouvoir nullement contrôlé démocratiquement : ils ne répondaient ni ne rendaient des comptes devant aucune institution élue. Le Parlement européen a mené une enquête sur la troïka, portant un jugement sévère tant sur la sévérité et l'efficacité de son action, que sur son absence de légitimité démocratique.



« Despotisme » franco-allemand

Cette rencontre et le nom du lieu où elle s'est tenue, sont restés dans l'histoire récente de l'UE comme le symbole de la domination, sinon d'un despotisme franco-allemand sur l'Europe, totalement antidémocratique. En octobre 2010, à une semaine d'un sommet européen qui devait arrêter le cadre d'une nouvelle gouvernance économique, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se sont entendus, sans aucune consultation de la Commission européenne ni des autres dirigeants européens, sur une révision du traité de Lisbonne et un relâchement du Pacte de stabilité (pas de sanctions automatiques). Les décisions sont restées lettre morte, mais « Deauville » symbolise toujours le comble de la décision illégitime, car imposée par le haut de tout cadre institutionnel européen.

© IMAGEGLOBE



Incompétence collective

Le dimanche 17 mars 2013, les ministres des Finances de la zone euro (l'Eurogroupe) confirment un accord pris la veille avec Chypre et son président pour sauver son système bancaire sur le point de s'effondrer. Allant à l'encontre de principes et de décisions antérieures, l'Eurogroupe entérine l'imposition d'une taxe sur les dépôts chypriotes inférieurs à 100.000 euros. Une décision dont tout le monde savait pourtant qu'elle était susceptible de créer une panique généralisée dans toute l'Europe auprès des petits épargnants. Pire encore : il ne s'est trouvé le lendemain, sous le flot des critiques, aucun ministre à l'Eurogroupe, même pas son tout nouveau président, le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem, pour assumer la décision qui fut dès lors modifiée. Ce fameux Eurogroupe reste un moment aberrant d'incompétence collective de tous les acteurs de la gestion de la crise : l'Eurogroupe, la Commission, la BCE et le FMI. Et un summum d'absence de responsabilité politique claire, et donc d'illégitimité démocratique.

© REUTERS

J.KZ

J.KZ